

[Text]

It is essential that someone speak liberally in these discussions and that escape clauses not be too many, that the list be a reasonable length so that this is not a sham preferential arrangement.

Similarly, the long-term international textile arrangements which are now being renegotiated involve the restriction by quota of textile imports on the part of all major industrial nations. The poor nations have asked that the quotas be increased by ten per cent per year instead of the previous five per cent and some nations are responding more favourably than others.

The British have now offered to replace quotas by fifteen per cent tariffs. A tariff you can get over if you are competitive enough. A quota you cannot get over. It is a physical rationing device.

Canada's position, as far as I know, is not clear. I do not think it has been publicly announced but the imposition of an import surtax a couple of months ago on imports of particular textile items in quantities larger than in the past is an ominous sign, and the announcement that there will be an amendment sought to permit unilateral imposition of quotas is also ominous.

It is a return to international trade barbarism at a time when the entire international community is tottering on the verge of a return to the situation of the nineteen thirties with everyone protecting domestic industries, raising tariffs, imposing quotas. We are an international and a trading nation, and we should be the last to enter this particular race.

The Canadian model, then, at least as so far expressed, is of the worst sort. We should then, at least, at the very least, have a standstill on our tariff barriers with respect to the exports from the poor nations. We committed ourselves to such a standstill in the GATT several years ago. We are clearly not standing still.

[Interpretation]

férentiel du Commonwealth, selon lequel des deux est le moins élevé. Notre offre n'est pas particulièrement libérale.

Il est essentiel qu'un porte-parole se fasse l'apôtre de mesures plus libérales lors de ces discussions, que les articles permettant une certaine échappatoire ne soit pas trop nombreux et que la liste des questions soit raisonnable de sorte que ce ne soit pas un arrangement préférentiel frauduleux.

De la même façon, des accords internationaux à long terme sur les textiles qui sont en train d'être renégociés comprennent la restriction au moyen de contingentements d'importations de textiles de la part de toutes les principales nations industrielles. Les nations pauvres ont demandé que ces quotas soient augmentés de 10 p. 100 par année, au lieu du 5 p. 100 prévu et certaines nations ont donné une réponse plus favorable que d'autres.

Les Britanniques ont maintenant offert de remplacer ces contingentements par des tarifs de 15 p. 100. C'est un tarif qui ne pose pas de problème si on occupe un rang assez concurrentiel. Par ailleurs, il est difficile de contourner l'imposition d'un contingentement. C'est une mesure de rationnement physique.

La position du Canada en autant que je sache n'est pas claire. Elle n'a pas été publiquement annoncée, mais l'imposition d'une surtaxe sur les importations qui a été décrétée il y a environ 2 mois sur des articles de textiles en particulier, en quantité plus grande que par le passé, est un signe qui laisse présager des dangers; il se peut qu'on propose un amendement afin de permettre une imposition unilatérale sur les contingentements, ce qui, aussi, est assez dangereux.

C'est là un retour au barbarisme commercial international, à une époque où tous les peuples du monde entier sont sur le point de retourner à une situation difficile, semblable à celle des années 30, lorsque tous les pays protégeaient leurs industries locales, élevaient leurs tarifs douaniers et imposaient leurs contingentements. Nous sommes une nation commerciale qui a des marchés dans le monde entier et nous devrions être les derniers à favoriser ce genre de situation.

Le régime actuel, dans ce domaine au Canada, est du moins, à mon avis, l'un des plus mal organisés. Nous devrions alors tout au moins ne pas augmenter nos tarifs douaniers, en ce qui a trait aux exportations provenant des nations pauvres. Nous nous sommes engagés à ne pas faire de telles augmentations il y a plusieurs années au sein du GATT. Pourtant nous n'agissons pas en conséquence.